



Lettre n° 230 du 6 mars 2022

Au sommaire :

- Pour que le 8 mars renforce la place et le rôle des femmes dans l'organisation des luttes des exploités.es - Isabelle Ufferte
- Hors d'Ukraine les troupes russes, non au militarisme de l'Otan. Contre la globalisation de la guerre économique, financière, sociale et militaire, la solidarité internationale des travailleurs et des peuples - Yvan Lemaitre

Pour que le 8 mars renforce la place et le rôle des femmes dans l'organisation des luttes des exploités.es

Le 27 février, un collectif de féministes russes unies contre la guerre et l'occupation en Ukraine, *Résistance féministe antiguerre*, lançait un appel dans un manifeste¹ : « plus de 45 organisations féministes différentes opèrent dans tout le pays, de Kaliningrad à Vladivostok, de Rostov-sur-le-Don à Oulan-Oudé et Mourmansk. Nous appelons les féministes et les groupes féministes de Russie à rejoindre la Résistance féministe anti-guerre et à unir leurs forces pour s'opposer activement à la guerre et au gouvernement qui l'a déclenchée. Nous appelons également les féministes du monde entier à se joindre à notre résistance. Nous sommes nombreuses, et ensemble nous pouvons faire beaucoup : au cours des dix dernières années, le mouvement féministe a acquis un énorme pouvoir médiatique et culturel. Il est temps de le transformer en pouvoir politique. Nous sommes l'opposition à la guerre, au patriarcat, à l'autoritarisme et au militarisme. Nous sommes l'avenir qui prévaudra ».

Depuis le déclenchement de la guerre, les femmes russes sont au premier rang des manifestations, défiant Poutine et les oligarques malgré la répression, les menaces et les arrestations massives dont celle de l'activiste de 77 ans Elena Osipova, le 2 mars à Saint-Petersbourg, dont les images ont fait le tour du monde, tenant une pancarte « Soldat, laisse ton arme et tu seras un vrai héros ». Le lendemain à Moscou des dizaines d'autres étaient arrêtées, certaines avec leurs enfants, pour avoir brandi des écriteaux « Non à la guerre ».

Femmes russes, ukrainiennes, kurdes, femmes gilets jaunes, paysannes indiennes, ouvrières d'Europe, d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique... dans le monde entier, les femmes ont eu et ont un rôle majeur et moteur

dans les combats sociaux et démocratiques pour les impulser, les organiser, fédérer et oser porter la nécessité et la perspective d'un autre monde.

Ce 8 mars, jour international de lutte pour les droits des femmes, a lieu dans un contexte bien particulier, il porte avec une acuité nouvelle la nécessité que se renforce la place des femmes dans l'organisation, la direction des luttes des classes opprimées.

Grève féministe

En France, comme dans de nombreux pays, les organisations féministes et les syndicats appellent ce 8 mars les travailleuses et travailleurs à une grève féministe. Le même jour, les salarié.es des géants de l'industrie des E-pad Orpéa et Korian, très majoritairement des femmes, seront en grève aussi pour dénoncer la maltraitance institutionnelle faite aux personnes âgées et à celles-ces qui prennent soin d'elles.

Premières de corvée au travail comme au foyer, les femmes sont toujours, malgré les bouleversements économiques et sociaux, les premières à subir la précarité, les bas salaires, les temps partiels imposés. Elles n'ont accès le plus souvent qu'aux emplois les moins qualifiés. En France en 2020, 23,5 % étaient employées ou ouvrières non qualifiées contre 14,3 % des hommes. Parmi le 1 % des emplois les plus rémunérés, seuls 19 % sont occupés par des femmes. En moyenne, les salaires des femmes sont inférieurs de 22 % à ceux des hommes, les pensions de retraite de près de 25 %. La plupart d'entre elles occupent des métiers dits « féminins » dont les noms parlent d'eux-mêmes : auxiliaires de vie, assistantes sociales, aides-

1 - <http://europe-solidaire.org/spip.php?article61344>

soignantes, assistantes de direction, femmes de service, femmes de ménage ou femmes de chambres -souvent d'origine immigrée- quand on ne parle pas de « bonnes »... Ce sont les femmes qui prennent soin, éduquent, accompagnent, nettoient et récurent, portent la société à bout de bras et se battent pour un autre monde pour elles, leurs compagnons, leurs enfants.

Macron avait prétendu faire de la lutte contre les inégalités femmes-hommes la « *grande cause du quinquennat* ». Oxfam France et cinq associations ont publié cette semaine un rapport dénonçant un bilan « *insuffisant* ». C'est bien le moins qu'on puisse dire.

Les rares avancées législatives que sont le prolongement du délai d'IVG de 12 à 14 semaines ou l'ouverture de la PMA aux femmes seules et en couple homosexuel ont été gagnées par les mobilisations. De la même manière, les avancées contre les violences sexistes et sexuelles, la libération de la parole témoignant enfin de leur ampleur ne sont dues qu'au courage de femmes osant témoigner, dénoncer malgré les pressions sociales, la chape de plomb des préjugés, les intimidations. Ces mobilisations et ce courage que Macron tentait de faire taire en dénonçant une prétendue « *société de l'inquisition* » lorsque son ministre de la transition écologique, Hulot, était accusé d'agressions sexuelles... Ou quand il nommait au ministère de l'Intérieur Darmanin accusé de harcèlement, viol et abus de faiblesse, et Dupond-Moretti à la justice, connu pour sa complaisance et ses propos sexistes tels « *le féminisme est une très grande cause, mais il est dévoyé quand il est excessif* »...

« Dans chaque société, le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale »

Dans le monde entier, les luttes des femmes, leur « *excès* » ébranlent la société, les réactionnaires et toutes les églises. De la Colombie où les femmes viennent de gagner sur le fil la dépénalisation de l'avortement, dans le sillon de leur victoire en Argentine, jusqu'à l'Inde où des associations féministes viennent d'obtenir que soit envisagée (la justice ne s'est pas encore prononcée) la criminalisation du viol conjugal, provoquant une onde de choc dans le pays alors que la loi considère à ce jour que toute épouse de plus de 15 ans est par définition consentante ! Ces mobilisations, aussi subversives soient-elles, ne parviennent souvent à empêcher de profonds reculs, tel en Pologne où malgré des manifestations d'ampleur des femmes et de nombreux hommes, le gouvernement de l'ultra-conservateur Duda (aujourd'hui repeint en « *démocrate* » par les dirigeants occidentaux face à la Russie) a encore aggravé une des législations anti-avortement les plus restrictives du monde, condamnant dans un même élan l'IVG, la fécondation in-vitro et « *l'idéologie LGBT* ». De même au Texas, au cœur de la première puissance mondiale, où l'avortement est interdit au-delà de 6 semaines de grossesse depuis septembre dernier, la loi promettant 10 000 dollars à toute personne dénonçant une

IVG au-delà. Le nombre d'avortements y a baissé de 60 %. En Afghanistan, les femmes sont les premières victimes de l'accord de brigands passé entre les USA et les Talibans après 20 ans de guerre.

Dans le monde entier, les femmes paient la faillite capitaliste et le tournant réactionnaire des classes dominantes et de leur personnel politique cherchant à faire taire toute contestation, toute aspiration à l'émancipation. Et elles sont les premières victimes des crises, comme en témoigne un récent rapport de l'Unicef sur la pandémie : « *Du fait de la crise, 47 millions de femmes vivant dans des pays à revenu moyen ou faible n'auraient pas accès à des moyens de contraception, ce qui laisse envisager 7 millions de grossesses non désirées. De plus, les complications liées à la grossesse et à l'accouchement sont l'une des principales causes de décès chez les filles âgées de 15 à 19 ans [...] Outre la santé, la Covid-19 est une menace pour la protection des femmes et filles dans le monde, dont la pandémie les a davantage exposées aux violences basées sur le genre, telles que les mutilations génitales féminines [...] En raison des fermetures d'écoles, 743 millions de filles ont vu leur scolarité interrompue et présentent un risque plus important d'être complètement déscolarisées. Ce qui les expose à des risques supplémentaires de violences basées sur le genre, de mariages précoces et aggrave le fardeau du travail non rémunéré des filles* »².

En 1912, Rosa Luxemburg rappelait : « *Il y a cent ans, le français Charles Fourier, l'un des premiers grands prophètes des idéaux socialistes, a écrit ces mots mémorables : « dans chaque société, le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale ». Ceci est parfaitement vrai pour la société actuelle. La lutte de masse en cours pour les droits politiques des femmes est seulement l'une des expressions et une partie de la lutte générale du prolétariat pour sa libération. En cela réside sa force et son avenir* ».

Aujourd'hui, le renouveau des luttes pour les droits démocratiques et sociaux des femmes, pour l'égalité des sexes est un puissant ferment de la lutte des opprimés contre les classes dominantes.

La place déterminante des femmes dans les luttes de classes, d'émancipation

La journée internationale de lutte des femmes du 8 mars est, de par toute son histoire, intimement liée au mouvement ouvrier socialiste et révolutionnaire. Le 28 février 1909, pour la première fois, une « *Journée nationale de la femme* » était appelée aux Etats-Unis par le Parti socialiste d'Amérique. L'année suivante, sur proposition de Clara Zetkin, la II^e conférence internationale des femmes socialistes qui réunissait plus de 100 militantes de 17 pays adoptait le principe d'une Journée internationale de lutte des femmes et appelait « *les femmes socialistes de tous les pays [à] l'organiser en collaboration avec les organisations politiques et syndicales* ». La première journée, le 19

2 - <https://www.unicef.fr/article/covid-19-recul-des-droits-des-filles-et-des-femmes-dans-le-monde>

mars 1911, réunit plus d'un million de femmes en Europe exigeant le droit de vote, le droit au travail et la fin des discriminations. Des « *journées des femmes* » ou « *journées des ouvrières* » eurent lieu les années suivantes dans plusieurs pays y compris après la déclaration de guerre de 1914.

Le 8 mars 1917, à Petrograd, des milliers d'ouvrières russes descendaient dans la rue pour exiger du pain et le retour des soldats du front, la fin de la guerre, ouvrant la voie à une révolution qui allait en quelques mois porter les soviets au pouvoir.

Les femmes ont été et sont de toutes les luttes d'émancipation, contre l'exploitation et la violence capitaliste, y jouant bien souvent un rôle majeur.

Elles sont aujourd'hui en première ligne des mobilisations sociales, dans les hôpitaux, les Ehpad, l'Education, le secteur social, dans le commerce, la restauration ou l'hôtellerie,

dans les luttes pour les salaires, pour l'emploi, contre la précarité...

Comme le disent les féministes russes, « *le mouvement féministe a acquis un énorme pouvoir médiatique et culturel. Il est temps de le transformer en pouvoir politique. Nous sommes l'opposition à la guerre, au patriarcat, à l'autoritarisme et au militarisme. Nous sommes l'avenir qui prévaudra* ».

Un avenir qui ne peut naître que sur les ruines du capitalisme, du renversement par les exploités eux-mêmes d'un système qui plonge l'humanité dans la barbarie de l'exploitation, des oppressions, de la concurrence généralisée qui mène à la guerre. Oui, la lutte des femmes est politique et elle a besoin de se penser comme telle. Elle est un ferment révolutionnaire portant l'avenir, celui de la prise en main de la société par les travailleuses et travailleurs pour construire un monde de coopération.

Isabelle Ufferte

Hors d'Ukraine les troupes russes, non au militarisme de l'Otan, Contre la globalisation de la guerre économique, financière, sociale et militaire, la solidarité internationale des travailleurs et des peuples

« *Quand l'histoire de cette ère sera écrite, la guerre de Poutine contre l'Ukraine aura laissé la Russie plus faible et le reste du monde plus fort* », a déclaré mardi dernier Biden parlant au nom du « *monde libre* » dans son discours devant le congrès américain sur l'état de l'union. Ce discours illustre sa politique, dans la continuité de Trump, l'Amérique est de retour et, d'une certaine façon, se félicitait de ce que la folie expansionniste et l'aveuglement de l'autocrate grand-russe aient donné aux USA l'occasion de développer leurs projets militaristes, d'entraîner avec eux l'Europe et en particulier l'Allemagne, de tenter de les justifier vis à vis de l'opinion mondiale.

11 jours après le début de l'odieuse agression militaire de Poutine, commencent à se dessiner plus clairement les enjeux d'une guerre aux conséquences dramatiques, les contours et le contenu de « l'ère » du capitalisme militarisé que nous vivons. Loin d'engager un processus de désescalade les différents acteurs du conflit poursuivent leur fuite en avant belliciste en dépit de pourparlers entre l'Ukraine et la Russie. Alors que Poutine accentue son offensive guerrière criminelle, les États Unis autour de l'Otan, et, dans ce cadre, Macron à l'instar de l'ensemble des dirigeants de l'Union européenne, déploient une offensive militaire, politique, idéologique pour construire une union nationale et internationale contre la Russie pour les intérêts des puissances capitalistes occidentales avec la collaboration de Zelensky tout à son rôle de « *héros de la liberté* ».

La tragédie que vivent les peuples ukrainiens appelle notre solidarité, notre révolte aussi en toute conscience et lucidité sans nous laisser assommer par le flot de propagande que déversent le pouvoir, les médias aux ordres

comme les politiciens candidats à la présidentielle voulant faire de l'Otan un instrument de défense des droits des peuples alors qu'elle est le bras armé des multinationales américaines et occidentales.

Au nom de la solidarité avec les peuples d'Ukraine, Macron voudrait rassembler autour de lui une union nationale belliciste. Le premier ministre a ainsi invité les candidats à l'élection présidentielle à une réunion à Matignon à laquelle Mélenchon n'a pu participer, Nathalie Arthaud a refusé d'aller, Philippe Poutou n'avait, lui, pas été invité. Et mardi, le même Castex jouait à l'Assemblée nationale le chef d'orchestre de cette unité à laquelle Macron a appelé le pays, mercredi soir, s'élevant, tout à sa campagne électorale, au-dessus des partis et de ses rivaux.

Les gesticulations et retournements des Le Pen, Zemmour, Péresse sont dérisoires tout autant que ceux de Jadot, hier pour la sortie de l'Otan aujourd'hui pour son élargissement, à l'unisson avec Anne Hidalgo pour demander la livraison d'armes à l'Ukraine, ce que les États membres de l'Otan dont la France n'ont pas attendu pour faire.

L'Ukraine a le droit de s'armer et de demander des armes. La question n'est pas là. Elle est celle d'une politique pour le mouvement ouvrier pour en finir avec la guerre et imposer une paix démocratique qui respecte le droit des peuples.

Laisser croire d'une quelconque façon que cela puisse venir de l'Otan serait un aveuglement stupide. La haine de la guerre et la solidarité avec ses victimes, notre solidarité avec les peuples d'Ukraine nous interdit toute solidarité avec l'Otan, avec l'État de notre propre bourgeoisie, fauteurs de guerre, de nous associer à leur politique belli-

ciste pour leur demander de livrer des armes à l'Ukraine, ce qui veut dire à leur allié et complice, le gouvernement réactionnaire de Zelensky. Pas plus que de nous solidariser des sanctions économiques qui affecteront d'abord le peuple russe comme les classes populaires d'Europe qui paieront ce que Macron appelle hypocritement « *le prix de la paix* », en réalité le prix de la guerre et probablement un nouvel épisode aigu de la crise capitaliste.

L'intérêt des travailleurs et des classes populaires d'Ukraine est de construire leur propre indépendance dans la résistance contre l'invasion russe, contre les oligarques et leur pouvoir allié de l'Otan et serviteur des multinationales. Que cela leur soit difficile dans les conditions concrètes de l'agression n'implique pas de se soumettre à Zelensky, à sa politique nationaliste et réactionnaire et encore moins de se solidariser de sa demande d'intégration « *sans délai, via une procédure spéciale* » de l'Ukraine à l'Otan afin que l'article 5 de celle-ci puisse s'appliquer et donc que les troupes de l'Otan puissent intervenir directement dans la guerre. La résistance armée à l'agression russe, du point de vue internationaliste, ne peut fermer les yeux sur les rapports politiques et de classes réels.

Nous militons pour le retrait des troupes russes, la défaite de Poutine, le renversement de son régime mais cette défaite ne peut venir de l'Otan dont l'objectif est de renforcer ses propres positions à travers la guerre pas de liquider Poutine et sa dictature. Elle veut l'affaiblir pour lui imposer ses conditions.

Les enjeux de cette guerre fratricide dont l'Ukraine est le théâtre physique, ses populations les victimes, ne sont ni son indépendance, ni sa souveraineté ni la démocratie mais bien les rapports de forces internationaux entre les puissances capitalistes.

Il est vain d'adresser une liste de revendications auprès des États engagés dans le conflit en appelant à l'ONU. A la guerre des puissances capitalistes pour les intérêts des oligarques et milliardaires de tous les pays, nous n'avons qu'une réponse, la guerre de classe contre leur guerre militaire mais aussi financière, sociale, idéologique.

Les logiques bellicistes et le danger bien réel de guerre nucléaire

Les deniers enchaînements sur le terrain militaire ainsi que sur le terrain politique n'ont pas pris le chemin de l'apaisement, bien au contraire. Dimanche dernier, Poutine a placé les forces de dissuasion nucléaire du pays en état d'alerte, un « *régime spécial de service de combat* ». Le ministre des affaires étrangères de Macron, Jean-Yves Le Drian, a quant à lui tenu à rappeler que l'Otan « *est aussi une alliance nucléaire* ». Puis, ce jeudi, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a accusé l'Occident de penser « *à la guerre nucléaire* » pour mieux se dédouaner lui-même au moment où l'armée russe, après des tirs d'artillerie, occupe la centrale nucléaire de Zaporijjia.

En Grande Bretagne comme aux USA, il ne manque pas de politiciens va-t-en-guerre qui soutiennent la demande de Zelensky d'établir une zone d'exclusion aérienne au-des-

sus de l'Ukraine, ce qui veut dire que les missiles sol-air et les avions de l'Otan pourraient abattre les avions de combat russes. Toute agression de ce type risque d'entraîner l'utilisation d'armes nucléaires.

Cette politique d'escalade n'est pas que verbale, elle s'accompagne de l'envoi de troupes. 7 000 soldats américains vont être déployés en Allemagne. Ils pourraient être déployés à l'avant, aux frontières de la Russie, dans le cadre d'une force de réaction rapide de l'Otan. Les États-Unis ont déjà déployé environ 12 000 soldats et des équipements tels que des avions de combat F-35 Lightning II et des hélicoptères d'attaque Apache en Allemagne, en Pologne, en Roumanie et dans les États baltes. La France a, pour sa part, envoyé des soldats en Estonie et en Roumanie.

Certes, des pourparlers ont commencé entre l'Ukraine et la Russie, Macron téléphone à tout le monde mais aucune initiative n'est évoquée pour enrayer la logique des surenchères militaires.

De l'« Arme nucléaire financière »...

L'état d'esprit guerrier est omniprésent dans les déclarations des responsables politiques. Bruno Le Maire, a qualifié la suppression de l'accès de la Russie à SWIFT d'« *arme nucléaire financière* ». « *Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe. [...] nous allons livrer une guerre économique et financière totale à la Russie* ». Il est revenu sur ces propos sans en modifier le fond : « *Le rapport de force économique et financier est totalement en faveur de l'Union européenne qui est en train de découvrir sa puissance économique* ».

Les États-Unis, la Commission européenne, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et le Canada ont, en particulier, décidé de geler les réserves de la banque centrale russe, touchant à son « *trésor de guerre* », selon l'expression d'Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne.

Le rouble s'est effondré face au dollar et à l'euro. La Bourse de Moscou a été fermée. Le début d'une panique bancaire se profile. La filiale européenne de Sberbank, la première banque russe, est en faillite, après le retrait massif des dépôts par ses clients. Une inflation galopante et un brutal appauvrissement frappent la population en Russie. L'État russe est au bord de la banqueroute.

... à un nouvel épisode aigu de la crise économique

Les sanctions accentuent aussi les déséquilibres de l'économie mondiale : flambée des cours du pétrole et gaz, envolée du prix des métaux rares et du blé, forte volatilité des marchés financiers et des bourses face à l'imprévisibilité de la situation. La Russie et l'Ukraine comptent parmi les plus gros exportateurs de blé au monde et beaucoup (surtout en Europe) dépendent du pétrole et du gaz russes, de sorte que les prix de l'énergie et des denrées alimentaires continuent d'augmenter. La hausse des coûts de l'énergie et les perturbations persistantes des chaînes

d'approvisionnement se traduisent par un renchérissement des transports et se répercutent sur les prix de l'ensemble des marchandises entretenant le climat spéculatif du marché mondial.

La stagflation, la combinaison d'une forte inflation et d'une faible croissance économique, qui caractérise la faillite capitaliste en cours, en sera inévitablement aggravée voire se transformera en krach financier et en récession mondiale, accélération brutale d'une inévitable purge après que les banques centrales ont injecté d'énormes quantités d'argent sur les marchés financiers afin de contribuer à maintenir voire faire exploser les profits.

Un nouveau moment de l'évolution du capitalisme vers le désordre mondial militarisé

L'invasion russe de l'Ukraine n'est en rien une guerre locale, elle s'inscrit dans une profonde évolution du capitalisme et des rapports entre les États à l'échelle internationale. Cette évolution engagée avec l'offensive libérale et impérialiste au début des années 70, s'est poursuivie avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS en 1991. Le capitalisme triomphant s'est imposé à toute la planète, les USA ont cru alors pouvoir imposer leur ordre et leur domination par la force du dollar et des armes. Ils ont décidé de maintenir et d'élargir l'Otan, d'en faire leur bras armé pour imposer leur hégémonie mondiale. Ils ont impulsé le démantèlement de la Yougoslavie, la guerre d'Irak et les guerres au Moyen-Orient, en Afrique, les révolutions de couleur en Europe de l'Est et le soulèvement de 2014 en Ukraine avec l'aide de forces d'extrême droite pour renverser le régime pro-russe. Ils ont développé par le biais de l'Otan une politique d'encerclement de la Russie.

La guerre contre le terrorisme, la guerre en Afghanistan, en Libye, en Syrie, au Mali ont tourné au fiasco au prix de destructions et de souffrances considérables.

Poutine et sa paranoïa chauvine grand-russe sont le produit de cette offensive et de l'effondrement de l'URSS liquidée par la bureaucratie. Sa politique vise depuis le début de ce siècle à venger les humiliations et les frustrations d'un pays dont l'économie a été démantelée, bradée sur le marché mondial, à lui redonner une place de grande puissance alors que la volonté d'hégémonie des USA est en échec.

La guerre en Ukraine résulte de la conjonction des prétentions des USA à préserver leur leadership mondial en faillite par la mobilisation de leurs alliés européens et de celles de Poutine à reconquérir une position perdue. Il ne peut en résulter qu'une régression pour les peuples d'Ukraine et de Russie mais aussi pour l'ensemble de l'humanité.

La remilitarisation de l'Europe, en particulier de l'Allemagne qui a accepté de livrer des armes à l'Ukraine, ce qu'elle s'était toujours interdit en zone de conflit, et qui a immédiatement débloqué 100 milliards d'euros pour moderniser sa propre armée, sont un des symptômes ma-

jeurs de cette régression qui s'exprime politiquement par la montée du nationalisme et des forces réactionnaires.

La paix et l'avenir entre les mains des travailleurs et des peuples

Cette progression du militarisme est l'expression des tensions qui se développent au cœur même des rapports de classes au sein des puissances capitalistes en conséquence de la crise globalisée du système. La régression des rapports entre les États, les tensions internationales sont le corollaire des difficultés des classes dominantes, de la régression sociale que, partout, la concurrence généralisée, la concentration des richesses, la financiarisation de l'économie entraînent pour les populations. Partout elles s'accompagnent d'un recul de la démocratie, de la montée des populismes d'extrême droite, de l'autoritarisme policier.

Plus les classes dominantes sont en difficulté plus ces tendances générales y sont fortes. « *La répression intérieure et l'agression extérieure sont les deux faces d'une même médaille* », explique un opposant russe. Oui, les deux faces d'une même politique contre les travailleurs et les peuples. Ce qui se voit de façon manifeste sous la dictature de Poutine est renforcé partout par la guerre. C'est aussi ce qui nourrit en Russie le courage des opposants à la guerre, la méfiance de la grande majorité de la population qui ne pourra que croître du fait de l'isolement du pays, de la dégradation de la situation économique et sociale, des morts de la guerre et tend à créer les conditions du rejet du régime par les travailleurs et les classes populaires, les femmes, la jeunesse. C'est ce que craint Poutine qui vient de faire promulguer une loi criminalisant la diffusion « *d'informations mensongères* » sur les actions des forces armées russes dans les opérations militaires en Ukraine, une loi de censure contre les journalistes ne retenant pas la propagande officielle du Kremlin.

C'est un mouvement souterrain et profond dont il est encore difficile de mesurer l'ampleur.

Les manifestations sont éparses et désorganisées, tant lancer un appel est risqué. Depuis le début de l'agression contre l'Ukraine, des milliers de personnes ont été arrêtées. C'est aussi la multiplication de textes, tribunes et pétitions, prises de positions syndicales...

Notre solidarité va à la population ukrainienne qui est la principale victime du conflit, aux manifestants russes qui descendent dans la rue contre la guerre, mais pas aux nationalistes de tout poil qui poussent les populations à la haine.

Face à la guerre, à la menace que les puissances capitalistes représentent pour l'humanité, nous n'avons d'autres armes que d'expliquer les mécanismes, les causes historiques qui font que la lutte pour la paix est indissociable de la lutte pour le socialisme. Contre l'union nationale belliciste, renforcer les liens entre tous les travailleurs et travailleuses de tous les pays, entre les organisations syndicales et ouvrières en particulier autour de l'accueil

des réfugiés ; contribuer à l'émergence d'une opposition de classe à la guerre, indépendante de l'opinion belliciste bourgeoise qui se revendique hypocritement de la souveraineté de l'Ukraine ou du pacifisme impuissant de la petite bourgeoisie qui au final reste prisonnier de celle-ci en invoquant le droit international ou la charte de l'ONU, une opposition internationaliste, démocratique, révo-

lutionnaire ; affirmer, renforcer cette opposition dans la campagne électorale de notre candidat, Philippe Poutou, candidat du NPA, en lien avec Nathalie Arthaud, pour œuvrer à unir ses forces dans un même mouvement internationaliste.

Yvan Lemaitre